

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 28 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRIMETAL

Impasse de l'Eparre
7-9 rue de Grangeneuve
42000 Saint-Étienne

Références : UID4243-DSSP-026-161
Code AIOT : 0006105046

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 avril 2026 dans l'établissement TRIMETAL implanté Impasse de l'Eparre 7-9 rue de Grangeneuve 42000 Saint-Étienne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société TRIMETAL s'est déclarée bénéficiaire de l'arrêté d'autorisation d'exploiter de la société Jean MELI pour son site situé impasse de l'Eparre à Saint-Étienne.

Un porter à connaissance des modifications des conditions d'exploiter a ensuite été déposé et une cessation partielle d'activité a été réalisée. En effet, la société Jean MELI effectuait la dépollution et le démontage des VHU, activité non exercée par la société TRIMETAL.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIMETAL
- Impasse de l'Eparre 7-9 rue de Grangeneuve 42000 Saint-Étienne
- Code AIOT : 0006105046
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation est autorisée par arrêté préfectoral du 02/10/2006, modifié par l'arrêté du 10/11/2022 actualisant le tableau de classement du site.

Le changement d'exploitant a été acté par courrier préfectoral du 5/12/2024.

L'activité consiste en du traitement de déchets non dangereux métalliques, classé sous la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées.

La visite a pour objet de faire le point sur les nouvelles activités exercées par la société TRIMETAL et le porter à connaissance déposé.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension... .

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---------------------------------|--|--|-----------------------|
| 1 | Modifications des installations | Code de l'environnement du 24/04/2026, article R181-46 | Demande d'action corrective | 12 mois |
| 2 | Examen au cas par cas | Code de l'environnement du 24/04/2026, article r122-2 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les activités exercées par la société TRIMETAL sont très différentes de celles précédemment exercées par la société JEAN MELI, bien que la rubrique principale visée reste la rubrique 2791 "Traitement de déchets non dangereux". L'évaluation est réalisée en prenant comme référence la dernière situation ayant donné lieu à une consultation du public. Les modifications apparaissent substantielles et une nouvelle autorisation doit être sollicitée.

Un examen au cas par cas est à réaliser si l'évolution des activités conduit à une augmentation dépassant en elle-même un seuil d'autorisation ou un seuil d'enregistrement d'une rubrique de la nomenclature.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications des installations

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/04/2026, article R181-46 |
| Thème(s) : Situation administrative, Modifications |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article</p> |

L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.
[...]

Constats :

Les activités ont évolué depuis la reprise l'établissement MELI. Le porter à connaissance déposé indique la mise en œuvre de nouvelles activités :

- Traitement des Ferrailles issues du CSR ;
- Traitement des Ferrailles issues du broyage du bois ;
- Traitement des métaux issus du traitement du verre ;
- Traitement des métaux en mélange ;
- Traitement des ressorts ensachés de matelas ;
- Traitement des torons pulpeurs ;
- Traitement des Zuriks ;
- Traitement des métaux de refus de mâchefer.

Ces modifications entraînent des changements dans l'organisation du site (stockages, équipements). Le tri des déchets sur des lignes de tri mécaniques est notamment précédé d'un broyage des déchets.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué vouloir recentrer son activité sur l'affinage mécanique des métaux non ferreux. De fait, les activités listées dans le porter à connaissance vont évoluer. Les stocks de CSR, matelas, bois, sont en cours d'évacuation du site. Un broyeur mobile est également arrêté et mis en vente.

Deux autres broyeurs (fixes) sont présents : un en extérieur, et l'autre dans le bâtiment. Il s'agit de broyeurs à couteaux, qui assurent une découpe nette des matières (pas de déchirures).

Les déchets ainsi broyés sont ensuite triés sur différentes machines (séparateurs magnétiques de type courant de Foucault, machine de tri optique ; machine de tri balistique, tri densimétrique...).

Le traitement des déchets est visé par la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées. Cette rubrique est déjà visée dans l'arrêté actuel du site mais l'activité concernée était la découpe des métaux par une presse-cisaille. Les activités exercées par TRIMETAL diffèrent largement de celles précédemment exercées par la société MELI bien que la rubrique de classement soit la même.

La physionomie du site (zones de stockage, bâtiments) est également différente et correspond aux besoins présentés par les nouvelles activités.

L'arrêt de la dépollution et du démantèlement des VHU a par ailleurs fait l'objet d'une cessation d'activité.

Les modifications apportées aux activités et installations sont substantielles. Une nouvelle procédure d'autorisation environnementale est à réaliser.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Déposer un dossier de demande d'autorisation environnementale.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 2 : examen au cas par cas

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/04/2026, article r122-2 |
| Thème(s) : Situation administrative, modifications |
| Prescription contrôlée : <p>I. - Les projets relevant d'une ou plusieurs rubriques énumérées dans le tableau annexé au présent article font l'objet d'une évaluation environnementale, de façon systématique ou après un examen au cas par cas, en application du II de l'article L. 122-1, en fonction des critères et des seuils précisés dans ce tableau.</p> <p>A titre dérogatoire, les projets soumis à évaluation environnementale systématique qui servent exclusivement ou essentiellement à la mise au point et à l'essai de nouveaux procédés ou de nouvelles méthodes, pendant une période qui ne dépasse pas deux ans, font l'objet d'une évaluation environnementale après examen au cas par cas.</p> <p>II. - Les modifications ou extensions de projets déjà autorisés, qui font entrer ces derniers, dans leur totalité, dans les seuils éventuels fixés dans le tableau annexé ou qui atteignent en elles-mêmes ces seuils font l'objet d'une évaluation environnementale ou d'un examen au cas par cas.</p> <p>Les autres modifications ou extensions de projets soumis à évaluation environnementale systématique ou relevant d'un examen au cas par cas, qui peuvent avoir des incidences négatives notables sur l'environnement sont soumises à examen au cas par cas.</p> <p>Sauf dispositions contraires, les travaux d'entretien, de maintenance et de grosses réparations, quels que soient les projets auxquels ils se rapportent, ne sont pas soumis à évaluation environnementale. [...]</p> |
| Constats : <p>Les modifications peuvent relever de l'examen au cas par cas, selon les évolutions d'activités au sein des rubriques visées.</p> <p>Le porter à connaissance indique un volume d'activité de 70 t/j sous la rubrique 2791, soit une augmentation de 40 t/j par rapport au volume actuellement autorisé. Une telle augmentation, dépassant en elle-même le seuil d'autorisation pour cette rubrique (10 t/j) justifie le dépôt d'un dossier d'examen au cas par cas.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué ne pas dépasser le volume d'activité autorisé (30 t/j). Il convient néanmoins dans le cadre du dossier de demande d'autorisation de préciser le volume d'activité concerné de manière à vérifier si un examen au cas par cas s'avère nécessaire.</p> <p>Un premier examen avait conduit à une décision de soumission à évaluation environnementale (décision n°536/DDPP/2025 du 14/11/2025) ; cependant, le volume d'activité mentionné dans le dossier dépassait le seuil défini par la directive IED pour le traitement en broyeur de déchets métalliques (rubrique 3532) emportant systématiquement la réalisation d'une évaluation environnementale.</p> <p>Les activités et les volumes en jeu étant différents, cette décision n'a plus d'objet.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Préciser les volumes d'activités concernés par rubrique ; et le cas échéant, transmettre une demande d'examen au cas par cas.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |